



## SVFAB ANALYSE DÉTAILLÉE

2021-02-25 10 vor 10 vom 25.02.2021

Émission : SRF Tagesschau | 2021-02-25 | Analysé le : 2026-05-19 14:01

Version 3.0-detail | Universal 3.0-detail | Konverter 3.4 (2026-05-20) | Massstab: Art. 4 RTVG

**SCORE  
GLOBAL**

**6.5/10**

*Écart grave par rapport à l'obligation d'équilibre. Degré d'écart élevé*

0 = équilibré, 10 = fortement unilatéral/manipulateur

## SPECTRE POLITIQUE

Classification selon le Chapel Hill Expert Survey (CHES) 2024

Le Chapel Hill Expert Survey (CHES 2024) est une enquête académique auprès de 609 politologues dans 31 pays. Chaque parti est classé sur une échelle de 0 (extrême gauche) à 10 (extrême droite).

Parti	Les Verts	PS	PVL	Le Centre	PEV	PLR	UDC
CHES	1.13	1.67	3.60	5.47	5.64	7.67	9.00
Spectre	Gauche	Gauche	Gauche	Centre	Droite	Droite	Droite

La tendance globale est représentée sur une échelle de 0 à 10 (0 = fortement favorable à la gauche, 5 = équilibré, 10 = fortement favorable à la droite). Le calcul est basé sur la différence de faveur moyenne accordée aux partis de gauche par rapport aux partis de droite (regroupement selon CHES 2024).

**TENDANCE (G - D)**

**3.2 / 10**

*Favorable à la gauche*

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

← Gauche

Droite →

Source : Chapel Hill Expert Survey 2024 — [chesdata.eu](https://chesdata.eu) | [Jolly et al., Electoral Studies, 2022](#) | Valeurs seuils : [Pew Research Center](#)

Cette section sert à la classification politique et n'est pas intégrée dans le score global.



## PAYSAGE POLITIQUE

La Suisse est une démocratie de concordance. Le Conseil fédéral (7 sièges) est composé selon la formule dite magique : UDC 2, PS 2, PLR 2, Le Centre 1. Il n'existe pas de division classique gouvernement/opposition — tous les grands partis sont représentés au gouvernement. Au moment de l'émission (env. février/mars 2021, contexte pandémique), Alain Berset (PS) était ministre de la Santé et principale cible des critiques de l'UDC.

Parti	CHES G-D	Sièges CN	Gouvernement/Opposition	Position centrale
UDC	8.0	62	Gouvernement (2 CF)	Limitier la migration, souveraineté, liberté économique
PS	2.5	41	Gouvernement (2 CF)	État social, redistribution, rapprochement avec l'UE
PLR	6.5	28	Gouvernement (2 CF)	Liberté économique, État allégé
Le Centre	5.0	29	Gouvernement (1 CF)	Pragmatisme, allègement pour les familles
Les Verts	2.0	23	Opposition	Protection du climat, redistribution
PVL	4.0	10	Opposition	Économie verte, libéral
PEV	5.5	2	Opposition	Chrétien-social

Au moment de l'émission (env. fév./mars 2021), la pandémie de coronavirus dominait le discours politique. La ligne de conflit centrale se situait entre les partisans de mesures plus strictes (PS, Les Verts, Le Centre) et les critiques du confinement (UDC, une partie du PLR). Une deuxième ligne concernait la répartition des compétences entre le Conseil fédéral et le Parlement. L'UDC se positionnait comme la principale critique de la politique du Conseil fédéral et utilisait une rhétorique virulente (« dictature », « pouvoir absolu »).

SRF (Schweizerisches Radio und Fernsehen) est le service public de radio et télévision suisse, financé par des redevances de réception (Serafe). Il est soumis à l'art. 4 LRTV, qui exige une présentation adéquate des faits, la diversité des opinions et une sélection équilibrée des interlocuteurs. En tant que plus grande organisation médiatique de Suisse, SRF a une responsabilité démocratique particulière envers tous les camps politiques.



## CHAPITRE 1 — BIAIS PARTISAN

Parti	Score (-5..+5)	Représentation dans l'émission vs. position programmatique
UDC	-3	00:26–09:25 : La rhétorique de l'UDC est présentée comme « dangereuse », comme « de l'huile sur le feu » et encadrée par une comparaison avec Trump. La position centrale (liberté économique, ouverture, protection des emplois) est certes mentionnée par Eschi, mais délégitimée par le cadrage de la modération. La position programmatique (réduire les dépenses de l'État, responsabilité individuelle) est correctement esquissée, mais placée dans un contexte d'extrémisme — déformée.
PS	+1	Berset est mentionné comme cible, mais pas présenté comme représentant du PS. La position du PS (pilotage étatique, mesures) est implicitement présentée comme la position raisonnable du gouvernement — légèrement favorable, mais pas activement déformée.
PLR	0	Le conseiller aux États PLR Caroni (05:02) défend le Conseil fédéral de manière factuelle. Les conseillers fédéraux PLR sont qualifiés de « sans courage » par l'UDC (04:51), sans que la position du PLR ne soit présentée en réponse. Neutre à légèrement omis.
Le Centre	+1	03:20–03:55 : Le représentant du Centre peut qualifier l'UDC de « dangereuse au plus haut point » sans question de relance. La position du Centre est présentée comme une voix pondérée — légèrement favorable.
Les Verts	0	Non représenté dans l'émission. Score 0 (non traité).
PVL	0	Non représenté dans l'émission. Score 0 (non traité).
PEV	0	Non représenté dans l'émission. Score 0 (non traité).

### Résumé du biais partisan

- Représentation la plus fidèle : PLR (Score 0) — cité de manière factuelle, aucune déformation active
- Déformation la plus forte : UDC (Score -3) — positions centrales délégitimées par un cadrage extrémiste
- Écart moyen par rapport à 0 : 0.7
- Conclusion : L'émission traite la rhétorique de l'UDC comme le problème central, sans traiter de manière équivalente les positions de fond (dommages économiques, revendications d'ouverture). La comparaison avec Trump (08:39) et l'association avec les théoriciens du complot (07:54) délégitiment structurellement la position de l'UDC, sans que des cadrages critiques comparables ne soient appliqués aux autres partis.



## CHAPITRE 2 — INFORMATIONS SUR L'ÉMISSION ET CADRE THÉMATIQUE

### Données de l'émission

- Titre : 10vor10
- Date : 25.02.2021
- Modérateur : Lonecker/Honecker (nom légèrement variable dans la transcription — probablement une erreur de transcription pour un modérateur SRF)
- Journalistes : Katrin Tommen, Gladius Pescher (reportage UDC), Reto Holzkang (tests Zoug), Julia Hahn (Deutsche Welle, Ouïghours), Philippe Inauen (New York)

Acteurs	Fonction	Parti/Affiliation	Spectre politique
Thomas Eschi	Président du groupe parlementaire UDC	UDC	Droite (8.0)
Christoph Blocher	Père fondateur de l'UDC	UDC	Droite (8.0)
Markus Schäfer	Professeur de droit public	Aucun (académique)	Neutre/institutionnel
Représentant du Centre	Non mentionné nommément	Le Centre	Centre (5.0)
Michael Herrmann	Politologue	Aucun (académique)	Neutre/institutionnel
Andrea Caroni	Conseiller aux États PLR	PLR	Centre-droite (6.5)
Directeur de l'instruction publique de Zoug	Gouvernement cantonal	Non mentionné	Institutionnel
Médecin cantonal de Zoug	Médecin cantonal	Institutionnel	Institutionnel
Directeur d'école suisse en chef	Association	Institutionnel	Institutionnel

### Thème principal

L'émission traite de la rhétorique de l'UDC (« dictature », « pouvoir absolu ») contre le Conseil fédéral pendant la pandémie de coronavirus et de sa classification politique.



## CHAPITRE 3 — 15 CRITÈRES : ANALYSE DÉTAILLÉE

### Faits concrets — 9 techniques dénombrables et scientifiquement vérifiables

#### 1. SÉLECTION DES EXPERTS

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

##### Expert 1 : Markus Schäfer, professeur de droit public

Horodatage	02:28
Déclaration	« Ce que fait le Conseil fédéral n'est pas antidémocratique, c'est extraordinaire. Nous sommes dans une situation particulière selon la loi sur les épidémies. »
Évaluation	Professeur de droit public, sans conflits d'intérêts évidents, mais utilisé de manière unilatérale — uniquement pour réfuter la position de l'UDC, et non pour contextualiser les limites des compétences du Conseil fédéral.
Contre-voix manquante	Un professeur de droit public qui éclaire les limites des compétences d'urgence et les déficits de contrôle parlementaire.

#### Vérification approfondie des sources — Schäfer :

**(a) FINANCEMENT** : Public (université). Conflit d'intérêts structurel : les universitaires financés par l'État ont tendance à avoir un intérêt institutionnel à légitimer les mesures étatiques — faible, mais présent.

**(b) MANDAT** : Le professeur de droit public est compétent pour les questions constitutionnelles. Le mandat est compatible avec une évaluation neutre, mais un seul côté de la question juridique est présenté.

D1 Conflit d'intérêts : +1 — Financé par l'État, léger conflit d'intérêts lors de la légitimation des mesures étatiques

D2 Risque personnel : +1 — Universitaire titulaire, faible risque personnel lié à la déclaration

D3 Compétence : +2 — Professeur de droit public, directement compétent pour les questions constitutionnelles

D4 Cohérence des opinions : 0 — Aucune déclaration comparative disponible

D5 Émotionnalisation vs. données : +2 — Factuel, basé sur des données (votation populaire 2013)

D6 Niveau de source : +2 — Source primaire (expertise propre)

**TOTAL : +8 → FEU DE SOURCE : VERT**

**(c) COMPÉTENCE** : Schäfer est présenté comme une instance neutre, bien qu'il ne présente qu'un seul côté de la question juridique. La question de savoir si les compétences du Conseil fédéral ont été appliquées de manière proportionnée dans le cas concret reste sans réponse.

##### Expert 2 : Michael Herrmann, politologue

Horodatage	04:05
Déclaration	« On observe dans la population une attitude en réalité très nuancée. Et il n'y a en réalité que 20 pour cent qui veulent vraiment une ouverture radicale. »
Évaluation	Politologue, étudie les opinions de la population sur le coronavirus. Utilisé pour présenter la stratégie de l'UDC comme politiquement peu prometteuse.



**Contre-voix  
manquante**

Un politologue qui contextualise la légitimité de la revendication d'ouverture de l'UDC du point de vue de la théorie démocratique.

Vérification approfondie des sources — Herrmann :

**(a) FINANCEMENT** : Non mentionné explicitement. Les politologues sont souvent financés par des universités ou par la recherche sur mandat.

**(b) MANDAT** : Sondages d'opinion — compatible avec une évaluation neutre.

D1 Conflit d'intérêts : +1 — Aucun conflit d'intérêts évident

D2 Risque personnel : +1 — Faible risque

D3 Compétence : +2 — Politologue, directement compétent

D4 Cohérence des opinions : 0 — Aucune déclaration comparative

D5 Émotionnalisation vs. données : +2 — Basé sur des données (chiffre de 20 %)

D6 Niveau de source : +1 — Source secondaire (sondages propres)

**TOTAL : +7 → FEU DE SOURCE : VERT**

**(c) COMPÉTENCE** : Herrmann est utilisé pour présenter la stratégie de l'UDC comme politiquement opportuniste et peu efficace. La question de savoir si 20 % représentent une minorité politique pertinente méritant d'être entendue n'est pas posée.

*Groupes d'experts manquants :*

- Économiste sur les dommages du confinement
- Second professeur de droit public avec une perspective plus critique sur les compétences du Conseil fédéral
- Spécialiste en sciences de la communication sur la rhétorique politique (neutre)

**Feu de source pour les participants :**

Source	D1	D2	D3	D4	D5	D6	Total	Feu
Markus Schäfer, professeur de droit public	+1	+1	+2	0	+2	+2	+8	VERT
Michael Herrmann, politologue	+1	+1	+2	0	+2	+1	+7	VERT

*Résumé :*

Expert	Feu de source	Évaluation
Schäfer (droit public)	VERT (+8)	Compétent, mais utilisé de manière unilatérale pour légitimer les mesures étatiques
Herrmann (politologue)	VERT (+7)	Compétent, mais utilisé pour délégitimer la stratégie de l'UDC



## 2. SÉLECTION DES SOURCES

6/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

Affirmations sans source primaire = points de pénalité (vérification des rumeurs)

### Source 1 : Représentant du Centre (non mentionné nommément)

**Horodatage** 03:20

**Déclaration** « Il est préoccupant et même extrêmement dangereux de voir comment l'UDC exploite actuellement le mécontentement de la population à des fins de profilage partisan. »

**(a) Financement** : Parti (Le Centre). Organisation politique.

**(b) Conflit d'intérêts structurel** : Le Centre profite politiquement d'un affaiblissement de l'UDC. Cette déclaration est une prise de position partisane, et non une évaluation neutre.

**(c) Source contraire manquante** : Un représentant de l'UDC aurait pu répondre directement à la critique du Centre (dans le reportage, et non seulement lors de l'interview en studio).

### Source 2 : Andrea Caroni, conseiller aux États PLR

**Horodatage** 05:02

**Déclaration** « Nous avons une démocratie fonctionnelle avec un Conseil fédéral élu qui décide en collège. »

**(a) Financement** : Parti PLR.

**(b) Conflit d'intérêts structurel** : Le PLR a deux conseillers fédéraux au sein du collège — intérêt direct à défendre le Conseil fédéral.

**(c) Source contraire manquante** : Aucun représentant de l'UDC dans le reportage pour confronter directement les conseillers fédéraux PLR.

Vérification des rumeurs :

Rumeur 1 :

Horodatage : 03:43

Affirmation : « On voit déjà comment certains décideurs et personnalités sont menacés, comment ils ont besoin d'une protection intensive. »

Marqueur verbal : « on voit » (non spécifique)

Source primaire disponible : NON — Aucune preuve, aucun nom, aucune confirmation des autorités — +1 point de pénalité

Résumé : La sélection des sources est structurellement unilatérale : deux partis (Le Centre, PLR) ayant un intérêt direct à légitimer le Conseil fédéral sont utilisés comme contre-voix à l'UDC, sans être identifiés comme partisans. La rumeur sur les menaces reste non étayée.



### 3. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE

5/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Temps de parole estimé (thème UDC, env. 00:00–10:25) :

- Commentaire modérateur/reportage : (29 %) — majoritairement critique envers l'UDC
- Critiques de l'UDC (Schäfer, Le Centre, Herrmann, Caroni) : env. 3.5 min. (34 %)
- Thomas Eschi (UDC) : (29 %)
- Christoph Blocher (UDC, citation) : env. 0.5 min. (5 %)
- Communiqués de presse UDC (lus) : env. 0.3 min. (3 %)

Résumé : Les critiques de l'UDC obtiennent ensemble env. 63 % du temps de parole dans le bloc thématique UDC, les représentants de l'UDC env. 34 %. De plus, Eschi est structurellement mis sur la défensive par les questions de modération en studio, tandis que les critiques (Le Centre, Caroni) peuvent s'exprimer sans contradiction.



#### 4. OMISSIONS (Selective Omission)

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

##### Omission 1 :

###### Contexte

Examen de fond des données épidémiologiques auxquelles Eschi fait référence.

Pertinent à : 08:23 — Eschi : « Tous les indicateurs sont en dessous des seuils que le Conseil fédéral lui-même a définis. »

###### Effet

Cette affirmation n'est ni vérifiée ni réfutée. Le téléspectateur ne peut pas évaluer si Eschi a raison. L'absence de vérification laisse la déclaration en suspens, sans la réfuter ni la confirmer.

##### Omission 2 :

###### Contexte

Comparaison avec les pratiques rhétoriques d'autres partis.

Pertinent à : 03:16–03:55 (critique du Centre envers la rhétorique de l'UDC)

###### Effet

Il n'est pas montré si le PS, Les Verts ou d'autres partis ont également utilisé une rhétorique virulente contre des décisions gouvernementales dans d'autres contextes. Cela soulèverait la question de la sélectivité de l'indignation.

##### Omission 3 :

###### Contexte

Les dommages économiques du confinement comme sujet à part entière.

Pertinent à : 06:00 — Eschi mentionne 800 000 personnes en chômage partiel.

###### Effet

Les arguments économiques en faveur d'une ouverture sont apportés exclusivement par le président du groupe parlementaire UDC — jamais par des experts économiques indépendants. Cela délégitimise structurellement l'argument comme relevant de la « politique partisane ».

Résumé : Trois omissions centrales faussent le tableau d'ensemble : absence de vérification des données, absence de comparaison rhétorique avec d'autres partis, et absence de perspective économique indépendante.

#### Voix manquantes

- Économiste/conjoncturiste : Aurait quantifié les dommages économiques du confinement et contextualisé la revendication d'ouverture de l'UDC sur le fond.
- Second professeur de droit public (perspective critique) : Aurait éclairé les limites des compétences du Conseil fédéral et les déficits de contrôle parlementaire.
- Épidémiologiste/expert en proportionnalité : Aurait répondu à la question de savoir si les mesures étaient encore proportionnées au moment de l'émission.
- Représentant de la base UDC (pas le président du groupe) : Aurait exprimé les préoccupations de la population de manière plus directe qu'un fonctionnaire de parti.
- Juriste en droit des médias/spécialiste en sciences de la communication : Aurait contextualisé de manière neutre la question de la rhétorique politique et de ses limites.
- Représentant du mouvement de protestation (modéré) : Aurait montré que tous les critiques des mesures ne sont pas des extrémistes.



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

- Historien spécialiste du droit d'urgence : Aurait fourni une contextualisation historique des compétences du Conseil fédéral.



## 5. MANIPULATION DES CHIFFRES

4/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

Les chiffres complets comprennent : valeur absolue, proportion (%) et tendance

### Constat 1 :

**Horodatage** 04:15

Chiffre : « Il n'y a en réalité que 20 pour cent qui veulent vraiment une ouverture radicale. »

Dimensions : (b) proportion indiquée — (a) valeur absolue manquante, (c) tendance manquante

**Contexte manquant**

20 % de la population suisse correspond à env. 1,7 million de personnes — une grandeur politiquement pertinente. De plus, la définition de « radical » fait défaut — qui l'a défini ? La tendance manque également : cette proportion a-t-elle augmenté au cours des mois de pandémie ?

**Effet**

« Seulement 20 pour cent » semble marginal ; sans chiffre absolu et sans tendance, la base de l'UDC apparaît comme une minorité non pertinente.

### Constat 2 :

**Horodatage** 02:53

Chiffre : « En 2013, le peuple a clairement adopté la loi à 60 pour cent. »

Dimensions : (b) proportion indiquée — (a) valeur absolue manquante, (c) tendance non pertinente

**Contexte manquant**

La votation de 2013 portait sur la loi sur les épidémies en général — et non sur les mesures spécifiques de 2020/21. La question de savoir si le peuple a « adopté » en 2013 les restrictions concrètes de 2021 est juridiquement et du point de vue de la théorie démocratique contestée.

**Effet**

Suggère que toutes les mesures du Conseil fédéral sont démocratiquement légitimées, parce que la loi de base a été adoptée en 2013.

Résumé : Deux chiffres sont utilisés sans le triptyque complet et créent une fausse impression sur la légitimité démocratique des mesures et la pertinence politique des partisans de l'ouverture.



## 6. GUILT BY ASSOCIATION (culpabilité par association)

8/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

### Association 1 :

**Horodatage** 07:54

**Citation** « Avec des termes comme pouvoir absolu et dictature, vous pêchez dans un étang qui est plein de théoriciens du complot et d'extrémistes. Voulez-vous vraiment les avoir de votre côté ? »

Technique : Association directe de la rhétorique de l'UDC avec des théoriciens du complot et des extrémistes par le modérateur.

**Effet** Les électeurs et sympathisants de l'UDC sont implicitement rapprochés des extrémistes.

Pour les personnes présentées comme « théoriciens du complot » (implicitement : manifestants) :

#### VÉRIFICATION DES SOURCES :

- Ces personnes travaillent-elles avec des sources primaires vérifiables ? — Non évaluable (aucun acteur spécifique mentionné)
- Leurs affirmations centrales sont-elles falsifiables ? — Non évaluable

MATRICE DE RISQUE : Non applicable (aucun acteur spécifique)

TONALITÉ : Le cadrage est général — « un étang plein de théoriciens du complot » — sans distinction entre les critiques modérés des mesures et les véritables extrémistes.

CATÉGORIE DE RÉSULTAT : L'émission utilise la catégorie C (idéologue du complot) de manière générale pour tous les critiques des mesures, sans distinction. Cela est méthodologiquement inadmissible.

### Association 2 :

**Horodatage** 08:39

**Citation** « Où cela mène, on vient de le voir aux États-Unis, non ? Là aussi, on a dit pendant des années, bon, Trump et tout ça, il y a beaucoup de rhétorique là-dedans... Et tout d'un coup, boum. »

Technique : Comparaison implicite rhétorique UDC → Trump → assaut du Capitole (janvier 2021, quelques semaines auparavant).

**Effet** L'UDC est rapprochée de Trump et de la violence politique, sans qu'un lien factuel ne soit établi.

Chaîne d'association : rhétorique UDC → théoriciens du complot/extrémistes → Trump → assaut du Capitole/violence

Résumé : L'émission construit une chaîne d'association allant de la rhétorique de l'UDC à l'extrémisme jusqu'à la violence politique (Trump/assaut du Capitole), sans preuves factuelles de ce lien. C'est la technique de manipulation la plus grave de l'émission. Les trois groupes associés (manifestants, partisans de Trump, extrémistes) sont tous reliés à l'UDC de manière générale, sans distinction.



## 7. TIMING

6/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

### Constat 1 :

Position : 00:26 (début — ouverture de l'émission)

Contenu : « Et pourtant, il y a maintenant des voix qui qualifient précisément cette Suisse de dictature, d'antidémocratique et reprochent au gouvernement un pouvoir absolu. Des voix issues du plus grand parti du pays. »

#### Effet de timing

L'émission commence par un cadrage qui positionne l'UDC comme une menace pour la démocratie, avant qu'un seul représentant de l'UDC ne prenne la parole. Le téléspectateur est déjà conditionné lorsqu'Eschi apparaît en studio.

### Constat 2 :

Position : 10:19 (fin du bloc UDC)

Contenu : « Et je suis content que vous n'ayez dit aujourd'hui ni dictature ni pouvoir absolu. »

#### Effet de timing

Le modérateur clôt l'interview par une déclaration qui présente Eschi comme « maîtrisé » — comme si l'émission avait réussi à corriger la rhétorique de l'UDC. Il s'agit d'un cadrage final qui laisse au téléspectateur l'impression que l'UDC a renoncé à sa position.

Résumé : L'ouverture et la clôture du bloc UDC sont stratégiquement cadrées : début avec un cadrage de menace pour la démocratie, fin avec un narratif de « domestication ». Cela crée une parenthèse qui délégitimise structurellement la position de l'UDC.



## 8. INDIGNATION SÉLECTIVE

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Indignation = biais. L'indignation sélective renforce le constat. Score = degré d'indignation (0–5) + sélectivité (0–5)

### Constat 1 :

**Horodatage** 07:54

Événement déclencheur : Eschi utilise le terme « pouvoir absolu » (07:01) lors de l'interview en studio.

Réaction : « Avec des termes comme pouvoir absolu et dictature, vous pêchez dans un étang qui est plein de théoriciens du complot et d'extrémistes. Voulez-vous vraiment les avoir de votre côté ? »

### Comparaison

Le représentant du Centre (03:20) qualifie la rhétorique de l'UDC d'« extrêmement dangereuse » et suggère que la violence verbale pourrait se transformer en violence physique — aucune question de relance du modérateur, aucune contextualisation critique de cette déclaration.

Asymétrie : Démonstrable — Le modérateur intervient vivement face à la rhétorique de l'UDC, mais laisse passer sans commentaire la déclaration du Centre (« extrêmement dangereuse », allusion à la violence).

### Constat 2 :

**Horodatage** 08:39

Événement déclencheur : Eschi défend la rhétorique de l'UDC comme moyen de pression.

Réaction : Le modérateur établit une comparaison avec Trump et une analogie avec l'assaut du Capitole.

### Comparaison

Caroni (05:02) peut défendre le Conseil fédéral sans contradiction, sans que le modérateur ne demande pourquoi les conseillers fédéraux PLR ne s'engagent pas davantage en faveur de l'ouverture.

Asymétrie : Démonstrable — Eschi est confronté à des scénarios historiques de violence ; Caroni et le représentant du Centre ne reçoivent aucune question critique comparable.

Degré d'indignation : 4/5

Sélectivité : 3/5

Résumé : L'indignation du modérateur est dirigée exclusivement contre la rhétorique de l'UDC. Des déclarations comparables d'autres partis (Le Centre : « extrêmement dangereuse ») ne sont pas remises en question. L'asymétrie est clairement démontrable.



## 9. EXHAUSTIVITÉ (Selective Omission — tableau d'ensemble)

7/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

### Constat 1 :

**Horodatage** 04:05–04:37

Perspective manquante : Examen de fond de la revendication d'ouverture.

Pertinence : Herrmann constate qu'« une nette majorité de la population souhaite davantage de compétences pour le Conseil fédéral » — mais la question de savoir si les mesures étaient proportionnées sur le fond n'est jamais posée.

Impact : La revendication d'ouverture de l'UDC apparaît comme purement opportuniste sur le plan politique, et non comme une position fondée sur des arguments de fond.

### Constat 2 :

**Horodatage** 03:16–03:55

Perspective manquante : Distinction entre les critiques modérés des mesures et les véritables extrémistes.

Pertinence : L'émission mélange manifestants, théoriciens du complot et électeurs de l'UDC dans une masse indifférenciée.

Impact : La critique légitime des mesures du Conseil fédéral est structurellement associée à l'extrémisme.

### Constat 3 :

**Horodatage** Ensemble de l'émission

Perspective manquante : Mécanismes de contrôle parlementaire et leur efficacité réelle.

Pertinence : Caroni mentionne que le Parlement peut « passer outre » le Conseil fédéral — mais la question de savoir pourquoi le Parlement ne l'a pas fait n'est pas posée.

Impact : Le contrôle démocratique du Conseil fédéral apparaît comme pleinement fonctionnel, alors que l'UDC conteste précisément cela.

Résumé : L'émission omet systématiquement les perspectives qui pourraient étayer la critique de l'UDC sur le fond. Le résultat est une représentation structurellement unilatérale qui fait apparaître les positions de l'UDC comme purement rhétoriques et opportunistes.

En février/mars 2021, la Suisse se trouvait dans une situation politiquement tendue après environ un an de pandémie. Le Conseil fédéral avait pris des mesures de grande portée sur la base de la loi sur les épidémies (confinement, fermetures). L'UDC se positionnait comme la critique la plus virulente de cette politique et utilisait une rhétorique de plus en plus acerbe. Parallèlement, des manifestations contre les mesures avaient effectivement lieu, auxquelles participaient également des extrémistes. La question de la proportionnalité des restrictions étatiques était socialement controversée.

#### *Part des perspectives couvertes*

*Inversé : la valeur originale mesure la couverture (plus élevée = meilleure). Affiché comme écart (plus élevé = lacunes plus importantes).*

[A] Classification constitutionnelle des compétences du Conseil fédéral selon la loi sur les épidémies



- [B] Dommages économiques du confinement (chômage partiel, faillites, santé mentale)
- [C] Situation épidémiologique et proportionnalité des mesures
- [D] **Contextualisation historique** : D'autres démocraties ont-elles des compétences d'urgence similaires ?
- [E] **Argument central de l'UDC** : Revendication d'ouverture sur le fond (et non seulement sur le plan rhétorique)
- [F] Possibilités de contrôle parlementaire du Conseil fédéral
- [G] Liberté d'expression et limites de la rhétorique politique en démocratie
- [H] **Comparaison** : Comment les autres partis réagissent-ils aux décisions du Conseil fédéral qu'ils rejettent ?
- [I] Opinion de la population de manière nuancée (et non seulement résumée par des politologues)
- [J] **Comparaisons internationales** : Mesures d'autres pays

#### [A] TRAITÉ

Horodatage : 02:28 — Citation : « Ce que fait le Conseil fédéral n'est pas antidémocratique, c'est extraordinaire. »  
— Évaluation : Traité de manière unilatérale — une seule voix (professeur de droit public), aucune contre-voix de la doctrine constitutionnelle.

#### [B] ESQUISSE

Horodatage : 06:00 — Citation : « 800 000 personnes sont en chômage partiel, plusieurs centaines de milliers de personnes sont déjà au chômage. » — Évaluation : Apporté uniquement par Eschi, non approfondi par des experts économiques indépendants.

#### [C] OMIS

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Aucune donnée épidémiologique sur la proportionnalité des mesures ; Eschi mentionne à 08:23 que les indicateurs sont en dessous des seuils, sans vérification.

#### [D] OMIS

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Aucune comparaison internationale sur les compétences d'urgence d'autres démocraties.

#### [E] ESQUISSE

Horodatage : 06:00–10:15 — Citation : « Les gens veulent reprendre le travail » — Évaluation : L'argument central de l'UDC est apporté par Eschi, mais recouvert par le cadrage de la modération (« rhétorique de la dictature »).

#### [F] TRAITÉ

Horodatage : 05:10 — Citation : « Le Parlement a la possibilité, même s'il le souhaite, de passer outre. » —  
Évaluation : Caroni traite cela de manière factuelle.

#### [G] ESQUISSE

Horodatage : 09:29 — Citation : « N'avez-vous pas aussi une certaine responsabilité en tant que politicien ? » —  
Évaluation : Posé uniquement comme question à l'UDC, non discuté comme principe général.

#### [H] OMIS

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Aucune analyse de la manière dont d'autres partis (PS, Les Verts) utilisent une rhétorique virulente contre des décisions gouvernementales dans d'autres contextes.

#### [I] ESQUISSE

Horodatage : 04:11 — Citation : « On observe dans la population une attitude en réalité très nuancée. » —  
Évaluation : Uniquement par résumé d'un politologue, aucune voix directe de la population sur le discours politique.



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

#### [J] OMIS

Horodatage : — — Citation : — — Évaluation : Aucune comparaison avec d'autres pays concernant la critique des mesures ou les compétences d'urgence.

#### Score d'exhaustivité : 4/10

---

**Justification** : Quatre des dix perspectives pertinentes sont traitées ou esquissées, six font entièrement défaut ou ne sont présentées que de manière unilatérale. L'absence d'un examen de fond des données épidémiologiques et des dommages économiques est particulièrement grave, tout comme l'absence totale d'une comparaison avec les pratiques rhétoriques d'autres partis.



## Faits qualitatifs — 6 techniques qualitatives

### 10. CADRAGE (mise en cadre)

8/10

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

#### Constat 1 :

Horodatage	00:26
Citation	« <i>Et pourtant, il y a maintenant des voix qui qualifient précisément cette Suisse de dictature, d'antidémocratique et reprochent au gouvernement un pouvoir absolu.</i> »
Manipulation	Le mot « <i>pourtant</i> » établit un contraste avec la « <i>plus vieille démocratie du monde</i> » (00:10) — la critique de l'UDC est présentée comme une attaque contre la démocratie suisse, et non comme une critique politique légitime.
Pourquoi c'est problématique	Toute critique des mesures gouvernementales est préalablement classée comme hostile à la démocratie, avant même que les arguments ne soient entendus.

#### Constat 2 :

Horodatage	01:36
Citation	« <i>Comment la rhétorique a atteint son point d'ébullition.</i> »
Manipulation	« <i>Point d'ébullition</i> » implique une escalade et un danger — le reportage est présenté comme la documentation d'une évolution dangereuse, et non comme la représentation d'un débat politique.
Pourquoi c'est problématique	Le téléspectateur s'attend à une histoire de menace, et non à un débat politique.

#### Constat 3 :

Horodatage	04:37
Citation	« <i>Pourtant, les représentants de l'UDC jouent actuellement la balle au corps.</i> »
Manipulation	« <i>Jouer la balle au corps</i> » est un jugement de valeur négatif présenté comme un constat factuel.
Pourquoi c'est problématique	Il s'agit d'une prise de position éditoriale présentée comme un fait dans le reportage — sans être identifiée comme un commentaire.

Résumé : Le cadrage de l'émission positionne la critique de l'UDC dès le début comme une menace pour la démocratie. Trois éléments de cadrage (contraste démocratique, métaphore du point d'ébullition, « jouer la balle au corps ») créent un narratif cohérent qui présente l'UDC comme menaçant la démocratie.



<b>11. CHOIX DES MOTS ET DES TERMES</b>							<b>7/10</b>		
<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	8	9	10

<b>Constat 1 :</b>	
<b>Horodatage</b>	01:36
<b>Citation</b>	« <i>Comment la rhétorique a atteint son point d'ébullition.</i> »
<b>Manipulation</b>	« Point d'ébullition » — métaphore thermique pour l'escalade et le danger.
<b>Pourquoi c'est problématique</b>	Une alternative neutre serait : « Comment les critiques des mesures du Conseil fédéral ont augmenté. »

<b>Constat 2 :</b>	
<b>Horodatage</b>	07:54
<b>Citation</b>	« <i>Vous pêchez là... dans un étang qui est plein de théoriciens du complot et d'extrémistes.</i> »
<b>Manipulation</b>	« Théoriciens du complot » et « extrémistes » comme désignation générale des critiques des mesures.
<b>Pourquoi c'est problématique</b>	Une alternative neutre serait : « Parmi les critiques des mesures se trouvent également des personnes aux opinions extrémistes. » La formulation générale stigmatise tous les critiques.

<b>Constat 3 :</b>	
<b>Horodatage</b>	04:37
<b>Citation</b>	« <i>Pourtant, les représentants de l'UDC jouent actuellement la balle au corps.</i> »
<b>Manipulation</b>	« Jouer la balle au corps » — métaphore sportive à connotation négative (jeu déloyal).
<b>Pourquoi c'est problématique</b>	Une alternative neutre serait : « Les représentants de l'UDC critiquent personnellement le conseiller fédéral Berset. » La formulation choisie implique une infraction aux règles.

Résumé : Le choix des mots de l'émission est systématiquement connoté négativement envers l'UDC : « point d'ébullition », « théoriciens du complot », « jouer la balle au corps », « de l'huile sur le feu ». Aucune formulation comparablement négative n'est utilisée pour d'autres partis.



<b>12. COMPORTEMENT DE MODÉRATION</b>								<b>8/10</b>	
<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	9	10

### Constat 1 :

**Horodatage** 06:11

Événement déclencheur : Eschi esquive la question sur la rhétorique de la « dictature » et parle du chômage partiel.

**Citation (modérateur)** « *Mais la question était de savoir ce qu'elle attend de la rhétorique. Donc, dictature. Vraiment ?* »

**Comparaison** Le représentant du Centre (03:20) peut affirmer sans contradiction que la rhétorique de l'UDC pourrait se transformer en violence physique — aucune question de relance, aucune source citée.

Asymétrie : Démontrable — Eschi est ramené à plusieurs reprises à la question de la rhétorique ; le représentant du Centre n'est pas interrogé sur les preuves de l'affirmation de violence.

### Constat 2 :

**Horodatage** 07:30

Événement déclencheur : Eschi dit qu'il y a « certaines adhésions » dans le parti.

**Citation (modérateur)** « *Donc, ça fonctionne ?* »

**Comparaison** Aucune question comparable au Centre ou au PLR pour savoir si leur critique de l'UDC est motivée par des calculs partisans.

Asymétrie : Démontrable — Le modérateur sous-entend un calcul partisan de l'UDC, sans poser la même question aux autres partis.

### Constat 3 :

**Horodatage** 10:19

Événement déclencheur : Fin de l'interview.

**Citation (modérateur)** « *Et je suis content que vous n'ayez dit aujourd'hui ni dictature ni pouvoir absolu.* »

**Comparaison** Aucun commentaire final comparable après les déclarations de Caroni ou du représentant du Centre.

Asymétrie : Démontrable — Jugement de clôture adressé exclusivement au représentant de l'UDC.

Résumé : Le comportement de modération révèle une asymétrie claire : Eschi est ramené trois fois à des questions de rhétorique, comparé à Trump et évalué en conclusion. Les autres interlocuteurs ne reçoivent aucune intervention comparablement critique.



13. ASYMÉTRIE DES QUESTIONS							7/10		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

Asymétrie 1 :	
<b>À Eschi (UDC), 06</b>	11 : « Mais la question était de savoir ce qu'elle attend de la rhétorique. Donc, dictature. Vraiment ? » — <b>**dur/confrontationnel**</b>
<b>À Caroni (PLR), 05</b>	02 : Caroni peut donner une explication sans qu'on lui pose de question — <b>**aucune question posée**</b>
<b>Comparaison</b>	Eschi est interrompu à plusieurs reprises et ramené à des questions de rhétorique ; Caroni peut exposer sa position sans contradiction.

Asymétrie 2 :	
<b>À Eschi (UDC), 07</b>	54 : « Vous pêchez là... dans un étang qui est plein de théoriciens du complot et d'extrémistes. Voulez-vous vraiment les avoir de votre côté ? » — <b>**dur/suggestif**</b>
<b>Au représentant du Centre (implicitement), 03</b>	20 : Aucune question posée — le représentant du Centre peut parler sans contradiction — <b>**aucune question**</b>
<b>Comparaison</b>	Eschi est confronté à une association avec l'extrémisme ; le représentant du Centre n'est pas interrogé pour savoir si son allusion à la violence est étayée.

Résumé : Les questions posées à Eschi sont systématiquement confrontationnelles et suggestives ; les autres interlocuteurs ne reçoivent aucune question comparablement critique. C'est l'asymétrie mesurable la plus nette de l'émission.



<b>14. FAUSSE BALANCE</b>									<b>3/10</b>
<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	4	5	6	7	8	9	10

<b>Constat 1 :</b>	
<b>Horodatage</b>	05:49–10:25
Construction : L'interview en studio avec Eschi est présentée comme un gage d'« équilibre » — l'UDC a la parole.	
<b>Analyse</b>	L'équilibre apparent (UDC en studio vs. critiques dans le reportage) est structurellement inégal : dans le reportage, quatre critiques (Schäfer, Le Centre, Herrmann, Caroni) s'expriment sans contradiction ; en studio, Eschi est mis sur la défensive par une modération confrontationnelle. L'équilibre formel (l'UDC a du temps de parole) masque l'inégalité de fond.

Résumé : L'émission crée un équilibre formel (UDC en studio) qui masque un déséquilibre de fond. Le score est modéré, car la fausse balance n'est pas le schéma dominant — le parti pris est trop évident pour être qualifié de « fausse balance ».



## 15. AGENDA-SETTING

7/10

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

### Constat 1 :

Élément d'agenda fixé : La question n'est pas « Les mesures du Conseil fédéral sont-elles proportionnées ? », mais « La rhétorique de l'UDC est-elle dangereuse ? »

#### Horodatage

00:26 — Preuve : « Et pourtant, il y a maintenant des voix qui qualifient précisément cette Suisse de dictature. »

Agenda alternatif : « Comment la population évalue-t-elle la proportionnalité des mesures du Conseil fédéral après un an de pandémie ? »

### Constat 2 :

Élément d'agenda fixé : La légitimité des compétences du Conseil fédéral est considérée comme acquise.

#### Horodatage

02:28 — Preuve : « Ce que fait le Conseil fédéral n'est pas antidémocratique. »

Agenda alternatif : « Quels mécanismes de contrôle parlementaire ont été effectivement activés pendant la pandémie ? »

Résumé : L'émission fixe l'agenda de telle sorte que la rhétorique de l'UDC est le problème — et non les mesures du Conseil fédéral. Cela déplace le débat d'un examen de fond à un débat rhétorique.



## CHAPITRE 4 — ÉVALUATION GLOBALE

### Résultats

- SCORE FAITS CONCRETS (moyenne critères 1–9) : 6.3 / 10
- SCORE FAITS QUALITATIFS (moyenne critères 10–15) : 6.7 / 10

### Techniques dominantes

- 1. Guilt by Association (Score 8)** : L'émission construit une chaîne d'association explicite allant de la rhétorique de l'UDC aux théoriciens du complot/extrémistes jusqu'à l'assaut du Capitole. Le modérateur établit ce lien directement (07:54, 08:39), sans preuves factuelles du rapport. C'est la technique individuelle la plus grave de l'émission.
- 2. Cadrage/comportement de modération (Score 8 chacun)** : L'émission présente la critique de l'UDC dès la première seconde comme une menace pour la démocratie et maintient ce cadrage par un comportement de modération asymétrique. Eschi est ramené trois fois à des questions de rhétorique et confronté à des scénarios historiques de violence ; les autres interlocuteurs ne reçoivent aucune intervention comparable.
- 3. Omissions/exhaustivité (Score 7 chacun)** : L'omission systématique des arguments économiques, d'une comparaison rhétorique avec d'autres partis et d'une vérification des données crée un tableau structurellement unilatéral qui fait apparaître les positions de l'UDC comme purement opportunistes.

### Messages clés de l'émission

**\*\*MESSAGE 1 (DE FOND)** : \*\* « Les mesures du Conseil fédéral sont démocratiquement légitimées et proportionnées — quiconque le conteste pratique une rhétorique dangereuse. »

**Technique** : Cadrage + sélection des experts — Preuves : 00:26, 02:28, 04:05

**\*\*MESSAGE 2 (PERSONNEL)** : \*\* « L'UDC et son président de groupe pratiquent un opportunisme partisan au détriment du discours démocratique. »

**Technique** : Guilt by Association + comportement de modération — Preuves : 07:54, 08:39, 10:19

**\*\*MESSAGE 3 (SOCIÉTAL)** : \*\* « Quiconque critique les mesures étatiques avec une rhétorique virulente risque de mobiliser des extrémistes et des théoriciens du complot — comme cela s'est produit aux États-Unis. »

**Technique** : Timing + choix des mots + chaîne d'association — Preuves : 00:26, 07:54, 08:39–08:54

Justification : Avec un score global de 6.5, l'émission se situe à la limite entre « parti pris clair » et « déséquilibre systématique ». Le parti pris n'est pas accidentel, mais structurel : le cadrage, la sélection des experts, le comportement de modération et le choix des mots agissent de manière cohérente dans la même direction. L'art. 4 LRTV exige une présentation adéquate des faits et la diversité des opinions — ni l'un ni l'autre n'est garanti dans cette émission. La position de l'UDC n'est pas réfutée sur le fond, mais délégitimée sur le plan rhétorique. L'association avec l'extrémisme et Trump sans preuves factuelles constitue la violation individuelle la plus grave.

### CONCLUSION

L'émission 10vor10 ne traite pas la rhétorique de l'UDC pendant la pandémie de coronavirus comme un débat politique, mais comme une histoire de menace. De l'ouverture (« des voix issues du plus grand parti du pays ») à la conclusion (« je suis content que vous n'ayez dit aujourd'hui ni dictature ni pouvoir absolu »), un narratif cohérent est construit qui présente la critique de l'UDC comme menaçant la démocratie et proche de l'extrémisme. Les arguments de fond de l'UDC — dommages économiques, proportionnalité des mesures, contrôle parlementaire — ne sont pas contextualisés par des experts indépendants, mais apportés exclusivement par le président du groupe parlementaire UDC et recouverts par des interventions de modération. L'association directe de l'UDC avec des théoriciens du complot, des extrémistes et l'assaut du Capitole (07:54, 08:39) sans preuves factuelles constitue une violation grave de l'art. 4 LRTV, qui exige une présentation adéquate des faits et la diversité des opinions. L'émission ne satisfait pas aux exigences légales en matière d'équilibre.



## ÉVALUATION GLOBALE DES 15 CRITÈRES

### Scores individuels — Les 15 critères

N°	Critère	Score	Évaluation
1	SÉLECTION DES EXPERTS	7	●●●●
2	SÉLECTION DES SOURCES	6	●●●
3	RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE	5	●●●
4	OMISSIONS (Selective Omission)	7	●●●●
5	MANIPULATION DES CHIFFRES	4	●●
6	GUILT BY ASSOCIATION (culpabilité par association)	8	●●●●
7	TIMING	6	●●●
8	INDIGNATION SÉLECTIVE	7	●●●●
9	EXHAUSTIVITÉ (Selective Omission — tableau d'ensemble)	7	●●●●
10	CADRAGE (mise en cadre)	8	●●●●
11	CHOIX DES MOTS ET DES TERMES	7	●●●●
12	COMPORTEMENT DE MODÉRATION	8	●●●●
13	ASYMÉTRIE DES QUESTIONS	7	●●●●
14	FAUSSE BALANCE	3	●●
15	AGENDA-SETTING	7	●●●●

#### SCORE FAITS CONCRETS (1-8)

**6.3/10**

*Écart grave par rapport à l'obligation d'équilibre. Degré d'écart élevé*

#### SCORE FAITS QUALITATIFS (9-14)

**6.7/10**

*Écart grave par rapport à l'obligation d'équilibre. Degré d'écart élevé*

#### SCORE GLOBAL

**6.5/10**

*Écart grave par rapport à l'obligation d'équilibre. Degré d'écart élevé*

*Moyenne des faits concrets et des faits qualitatifs*



## LÉGENDE — Signification des scores

### Scores individuels par critère (0–10)

<b>0</b>	<b>Aucun constat</b>	Aucune anomalie pertinente constatée.
<b>1–2</b>	<b>Constat faible</b>	Légère anomalie sans atteinte substantielle à l'équilibre.
<b>3–4</b>	<b>Constat léger à modéré</b>	Tendance perceptible ; pertinence de l'effet faible à modérée.
<b>5</b>	<b>Constat modéré avec pertinence de l'effet</b>	Déséquilibre pertinent qui influence le potentiel de formation d'opinion du public.
<b>6</b>	<b>Constat significatif (seuil)</b>	Les scores à partir de 6 sont signalés comme « constats significatifs ».
<b>7</b>	<b>Constat significatif</b>	Déséquilibre clair et bien étayé avec une pertinence de l'effet marquée.
<b>8–9</b>	<b>Constat grave</b>	Déséquilibre prononcé ; plusieurs constats individuels étayables dans ce critère.
<b>10</b>	<b>Degré maximal</b>	Déséquilibre systématique et continu dans ce critère.

### Index d'écart agrégé — Plages d'interprétation

<b>0.0 – 2.5</b>	<b>Sans anomalie</b>	Aucun schéma substantiel perceptible ; l'émission satisfait à l'obligation de présentation adéquate des faits.
<b>2.6 – 4.0</b>	<b>Léger déséquilibre</b>	Anomalies isolées ; statistiquement visibles, mais encore dans la marge de tolérance.
<b>4.1 – 6.0</b>	<b>Déséquilibre significatif</b>	Plusieurs constats significatifs ; atteinte pertinente à la diversité des perspectives.
<b>6.1 – 8.0</b>	<b>Écart grave par rapport à l'obligation d'équilibre. Degré d'écart élevé</b>	Schémas prononcés couvrant l'ensemble de l'émission ; haute pertinence de l'effet.
<b>8.1 – 10</b>	<b>Parti pris systémique fondamental. Degré de biais très élevé</b>	Degré maximal sur presque tous les critères ; reportage systématiquement unilatéral.

### Biais partisan (-5 à +5)

<b>-5 à -3</b>	<b>Fortement désavantagé</b>	Le parti est nettement défavorisé dans sa représentation, son temps de parole ou son cadrage.
<b>-2 à -1</b>	<b>Légèrement désavantagé</b>	Désavantage perceptible, mais faible.
<b>0</b>	<b>Neutre</b>	Aucune faveur ou désavantage constatable.
<b>+1 à +2</b>	<b>Légèrement favorisé</b>	Faveur perceptible, mais faible.
<b>+3 à +5</b>	<b>Fortement favorisé</b>	Le parti est nettement avantagé dans sa représentation, son temps de parole ou son cadrage.



## CHAPITRE 5 — CLASSIFICATION JURIDIQUE (art. 4 LRTV)

### Évaluation selon l'art. 4 LRTV

#### Violation 1 :

Norme : art. 4 al. 2 LRTV (présentation adéquate des faits)

Fait : Association de l'UDC avec des théoriciens du complot, des extrémistes et l'assaut du Capitole sans preuves factuelles.

Preuve : Horodatage 07:54 — Citation : « Avec des termes comme pouvoir absolu et dictature, vous pêchez dans un étang qui est plein de théoriciens du complot et d'extrémistes. » ; 08:39 — Citation : « Où cela mène, on vient de le voir aux États-Unis, non ?... Et tout d'un coup, boum. »

Évaluation : L'association d'un parti démocratiquement élu avec l'extrémisme et la violence politique sans preuves factuelles viole l'obligation de présentation adéquate des faits. Une présentation adéquate aurait distingué entre les critiques modérés des mesures et les véritables extrémistes.

#### Violation 2 :

Norme : art. 4 al. 4 LRTV (diversité des opinions sur les sujets controversés)

Fait : La question de la proportionnalité des mesures du Conseil fédéral est socialement controversée ; l'émission la présente comme tranchée.

Preuve : Horodatage 02:28 — Citation : « Ce que fait le Conseil fédéral n'est pas antidémocratique, c'est extraordinaire. » — Seule voix sur cette question ; aucune contre-voix de la doctrine constitutionnelle.

Évaluation : Sur un sujet controversé (proportionnalité des restrictions étatiques), l'art. 4 LRTV exige la présentation de différents points de vue. L'émission présente exclusivement la position selon laquelle les mesures sont légitimes.

#### Violation 3 :

Norme : art. 4 al. 4 LRTV (sélection équilibrée des interlocuteurs)

Fait : Dans le reportage, quatre critiques de l'UDC (Schäfer, Le Centre, Herrmann, Caroni) s'expriment sans contradiction ; l'UDC ne prend la parole qu'en studio, où elle est structurellement désavantagée par une modération confrontationnelle.

Preuve : Horodatage 01:42–05:43 (reportage, quatre critiques) vs. 05:49–10:25 (Eschi, modération confrontationnelle).

Évaluation : La sélection et le placement des interlocuteurs sont structurellement déséquilibrés. L'art. 4 LRTV exige une sélection équilibrée — et non seulement la présence formelle du parti concerné.

### Évaluation globale art. 4 LRTV

L'émission viole l'art. 4 LRTV dans trois dimensions : présentation adéquate des faits (association non étayée avec l'extrémisme), diversité des opinions (présentation unilatérale de la question de proportionnalité) et sélection équilibrée des interlocuteurs (désavantage structurel de l'UDC par le modèle de reportage et la modération confrontationnelle). Les violations ne se limitent pas à des formulations isolées, mais traversent l'ensemble de la structure de l'émission — de l'ouverture à la conclusion. Une plainte auprès de l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision (AIEP) serait fondée sur la base de ces constats.



## CHAPITRE 6 — Vérification approfondie des sources

Markus Schäfer, professeur de droit public

- 1. FINANCEMENT** : Public (université). Léger conflit d'intérêts structurel lors de la légitimation des mesures étatiques.
- 2. MANDAT** : Professeur de droit public — compatible avec une évaluation neutre des questions constitutionnelles.
- 3. CONFLIT D'INTÉRÊTS** : Faible — aucune dépendance institutionnelle évidente vis-à-vis des décisions du Conseil fédéral.
- 4. MATRICE DE CRÉDIBILITÉ** : D1 +1 / D2 +1 / D3 +2 / D4 0 / D5 +2 / D6 +2 → TOTAL +8 → FEU DE SOURCE : VERT
- 5. CONTRE-VOIX** : Aucun second professeur de droit public avec une perspective plus critique sur les compétences du Conseil fédéral n'est cité.

Michael Herrmann, politologue

- 1. FINANCEMENT** : Non mentionné explicitement ; probablement universitaire ou recherche sur mandat.
- 2. MANDAT** : Sondages d'opinion — compatible avec une évaluation neutre.
- 3. CONFLIT D'INTÉRÊTS** : Aucun conflit d'intérêts évident ; utilisé pour relativiser le soutien de la base de l'UDC.
- 4. MATRICE DE CRÉDIBILITÉ** : D1 +1 / D2 +1 / D3 +2 / D4 0 / D5 +2 / D6 +1 → TOTAL +7 → FEU DE SOURCE : VERT
- 5. CONTRE-VOIX** : Aucun politologue contextualisant la légitimité démocratique de la revendication d'ouverture.

Représentant du Centre (non mentionné nommément)

- 1. FINANCEMENT** : Parti (Le Centre) — organisation politique.
- 2. MANDAT** : Représentant partisan — non compatible avec une évaluation neutre de la rhétorique de l'UDC.
- 3. CONFLIT D'INTÉRÊTS** : Élevé — Le Centre profite politiquement d'un affaiblissement de l'UDC.
- 4. MATRICE DE CRÉDIBILITÉ** : D1 -2 / D2 0 / D3 0 / D4 0 / D5 -1 / D6 0 → TOTAL -3 → FEU DE SOURCE : JAUNE
- 5. CONTRE-VOIX** : Un représentant de l'UDC aurait pu répondre directement à la critique du Centre dans le reportage.

Andrea Caroni, conseiller aux États PLR

- 1. FINANCEMENT** : Parti PLR — organisation politique.
- 2. MANDAT** : Représentant partisan — non compatible avec une évaluation neutre du Conseil fédéral.
- 3. CONFLIT D'INTÉRÊTS** : Élevé — le PLR a deux conseillers fédéraux au sein du collège ; intérêt direct à défendre le Conseil fédéral.
- 4. MATRICE DE CRÉDIBILITÉ** : D1 -2 / D2 0 / D3 +1 / D4 0 / D5 +1 / D6 0 → TOTAL 0 → FEU DE SOURCE : JAUNE
- 5. CONTRE-VOIX** : Un représentant de l'UDC aurait pu confronter directement les conseillers fédéraux PLR.

*IMPORTANT : Schäfer et Herrmann sont qualifiés sur le plan professionnel (VERT), mais utilisés de manière unilatérale. Le Centre et le PLR sont des sources partisans (JAUNE), mais présentées comme des contre-voix neutres — c'est là le véritable problème de sélection des sources de l'émission.*

### Classification juridique et méthodologique

#### Pas de jugement factuel

Les résultats présentés ne constituent pas des constatations de fait concernant des personnes, des rédactions ou des émissions individuelles. Ils sont à comprendre comme le résultat d'une opérationnalisation standardisée, et non comme la constatation d'une responsabilité individuelle.



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

**Pas de jugement juridique**

L'index d'écart agrégé ne remplace pas une appréciation juridique au sens de l'art. 4 LRTV. L'évaluation de la conformité d'une émission concrète aux dispositions légales relève exclusivement des instances compétentes (notamment l'AIEP).

**Pas de preuve de causalité**

Les corrélations statistiques ne doivent pas être interprétées comme la preuve de liens de causalité ou d'intentions rédactionnelles. Les valeurs d'écart peuvent être influencées par le choix des sujets, l'actualité, la controverse politique ou la logique du format.

**Pas de jugement d'intention**

L'analyse mesure des caractéristiques structurelles observables des émissions. Un score de 7 signifie qu'un déséquilibre significatif a été constaté — non que la rédaction l'ait intentionné. La méthodologie ne se prononce pas sur les motivations ou les objectifs stratégiques.

**Instrument de comparaison heuristique**

L'index sert à la reconnaissance comparative de schémas sur des milliers d'émissions, et non à la mesure métrologique précise de contributions individuelles. Les valeurs seuils servent à l'orientation heuristique, et non à une qualification juridique stricte.



## ANNEXE 1 : LÉGISLATION NATIONALE

### Base légale Suisse — SRG SSR

---

#### Loi

---

Loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV, RS 784.40)

#### Articles pertinents

---

- Art. 4 al. 1 LRTV : Toutes les émissions d'un programme de radio ou de télévision doivent respecter les droits fondamentaux. Les émissions doivent notamment respecter la dignité humaine, ne pas être discriminatoires, ne pas contribuer à la haine raciale, ne pas mettre en danger la morale publique, ni glorifier ou banaliser la violence.
- Art. 4 al. 2 LRTV : Les émissions rédactionnelles à contenu informatif doivent présenter les faits et les événements de manière adéquate, de sorte que le public puisse se forger sa propre opinion. Les opinions et les commentaires doivent être reconnaissables comme tels.
- Art. 4 al. 4 LRTV : L'ensemble des émissions rédactionnelles doit exprimer de manière appropriée la diversité des événements et des opinions (obligation de pluralisme).

#### Obligations essentielles

---

1. **Adéquation factuelle** : Présentation adéquate des faits et des événements
2. **Diversité des opinions** : Diversité des points de vue sur les sujets controversés
3. **Équilibre** : Sélection équilibrée des interlocuteurs

#### Autorité de surveillance

---

- AIEP (Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision) : Examine les plaintes contre les émissions diffusées pour violation de l'art. 4 LRTV
- OFCOM (Office fédéral de la communication) : Autorité de régulation et de surveillance
- Services de médiation de la SRG : Premier point de contact pour les plaintes relatives aux programmes

#### Procédure de plainte

---

1. Service de médiation de l'unité d'entreprise concernée (SRF, RTS, RSI, RTR)
2. AIEP (en cas de désaccord)
3. Tribunal fédéral (dernière instance)



## ANNEXE 2 : BASES SCIENTIFIQUES

### Bibliographie

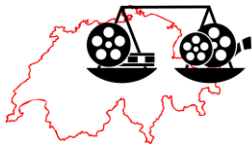
- Bennett, W. L. (1990). Toward a theory of press-state relations in the United States. *Journal of Communication*, 40(2), 103–125.
- Berelson, B. (1952). *Content analysis in communication research*. Free Press.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51–58.
- fög – Forschungszentrum Öffentlichkeit und Gesellschaft (2024). *Jahrbuch Qualität der Medien 2024*. Schwabe.
- Gilardi, F., Alizadeh, M. & Kubli, M. (2023). ChatGPT outperforms crowd workers for text-annotation tasks. *PNAS*, 120(30).
- Iyengar, S. & Kinder, D. R. (1987). *News that matters: Television and American opinion*. University of Chicago Press.
- Jolly, S. et al. (2022). Chapel Hill Expert Survey trend file, 1999–2019. *Electoral Studies*, 75, 102420.
- Krippendorff, K. (2004). *Content analysis: An introduction to its methodology* (2nd ed.). Sage.
- McCombs, M. E. & Shaw, D. L. (1972). The agenda-setting function of mass media. *Public Opinion Quarterly*, 36(2), 176–187.
- Shoemaker, P. J. & Vos, T. P. (2009). *Gatekeeping theory*. Routledge.
- SVFAB (2026). *Methodenbericht v4.1: Zählbare Kriterien und Multi-Modell-Kreuzvalidierung*.
- Törnberg, P. (2023). ChatGPT-4 outperforms experts and crowd workers in annotating political Twitter messages. arXiv:2304.06588.

### Documents de travail SVFAB

- Schläpfer, D. (2026). Systematic AI-Assisted Analysis of Public Broadcaster Impartiality: A Scalable Methodological Framework for Measuring Structural Bias in Public Service Media. [SSRN 6688478](#)
- Schläpfer, D. (2026). Measuring Editorial Noise: A Retrospective Suppression Index for Public Broadcasting Content Analysis. [SSRN 6733280](#)
- Schläpfer, D. (2026). Source Traffic Light: A Six-Dimensional Credibility Framework for Systematic Source Assessment in Public Service Media. [SSRN 6733880](#)

*David Schläpfer — ORCID : 0009-0000-5671-9266*

SVFAB — Schweizerischer Verein für ausgewogene Berichterstattung | Postfach, 8021 Zürich 1 | [www.svfab.ch](http://www.svfab.ch) | [kontakt@svfab.ch](mailto:kontakt@svfab.ch) | Rapport méthodologique mars 2026 | Convertisseur 3.4 (2026-05-20)



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

## Évaluations et adhésion au SVFAB

Sur SVFAB.ch, vous obtenez non seulement des évaluations détaillées supplémentaires, mais vous pouvez également en faire établir pour n'importe quelle émission (ce service est facturé).

Pour que notre travail soit solide, nous dépendons des cotisations de membres et de donateurs.

### Contact et informations complémentaires :

[www.SVFAB.ch](http://www.SVFAB.ch) | [Kontakt@SVFAB.ch](mailto:Kontakt@SVFAB.ch)

**Coordonnées bancaires** : PostFinance – POFICHBE

**IBAN** : CH32 0900 0000 1675 6251 1

**Destinataire** : SVFAB, Postfach, CH-8021 Zürich 1



**Schweizerischer Verein** für ausgewogene Berichterstattung  
**Association suisse** pour une information équilibrée  
**Associazione svizzera** per un reporting equilibrato

**Vous obtenez les livres suivants auprès du SVFAB**

Commandes via [www.svfab.ch](http://www.svfab.ch) ou [kontakt@svfab.ch](mailto:kontakt@svfab.ch)



**Reportage déséquilibré** est la réponse à l'initiative de réduction de moitié en Suisse : les techniques de manipulation y sont expliquées en détail, en commençant par la sélection des collaborateurs et la sélection des sources. Ensuite, 15 principes sont expliqués : omission, cadrage, cadrage temporel, culpabilité par association, émotionnalisation, décontextualisation et bien d'autres encore, illustrés par de nombreux exemples. On voit également où nous appliquons nous-mêmes ces techniques — ce qui favorise non seulement la prise de conscience, mais aussi l'empathie.

En option, le livre est accompagné de **cartes à jouer**  
Également disponible en **livre audio**



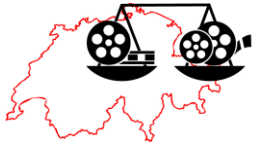
L'interview n'est pas une conversation. C'est une scène — et quelqu'un d'autre a écrit le scénario.

Qui ne le sait pas fournit du matériel. De bonnes citations qui sont mal coupées. Des déclarations justes qui se retrouvent dans le mauvais contexte. Des réponses honnêtes qui sont présentées comme des aveux.

Ce livre n'est pas un livre de critique des médias. C'est une boîte à outils — pour tous ceux qui ont un microphone devant le nez et veulent savoir ce qu'ils peuvent faire contre cela. 7 chapitres. 7 outils : Ce qu'est vraiment une interview. Les 7 pièges les plus fréquents. Les trois principes fondamentaux de la souveraineté — ancrer, recadrer, délimiter. Préparation en une heure. Corps et voix. Que faire quand ça tourne mal. Et ce qui compte après l'interview.

Pour les politiciens, les militants, les entrepreneurs, les lanceurs d'alerte — pour tous ceux qui sont exposés et veulent comprendre comment fonctionne le jeu. Pour qu'ils arrêtent d'y participer — et commencent à le façonner.

En A5. Direct. Pour la préparation, la consultation, le suivi et en cas de difficultés



**Schweizerischer Verein für ausgewogene Berichterstattung**  
**Association suisse pour une information équilibrée**  
**Associazione svizzera per un reporting equilibrato**



**Tu crois voir le monde.** En réalité, tu vois le cadre que quelqu'un a posé autour de lui. Le cadrage est la technique de manipulation la plus ancienne et la plus élégante du monde. Elle ne change pas les faits — elle change ce que nous faisons des faits. Ce que nous ressentons. Ce que nous croyons. Comment nous décidons. Et elle fonctionne — parce que nous y participons tous. Quotidiennement. Inconsciemment. Toi aussi. Ce livre n'est pas un manuel aride. C'est un livre d'exercices — ludique, direct, plein d'exemples tirés de la vraie vie. Tu apprends non seulement comment les autres te cadrent. Tu apprends comment tu cadres toi-même — et comment tu peux le faire consciemment et équitablement.

Car qui comprend le cadrage voit le monde plus clairement. Écoute les informations différemment. Mène des conversations avec plus d'assurance. Et se laisse moins facilement imposer un cadre choisi par quelqu'un d'autre.

Avec de nombreux exercices et des exemples concrets tirés de la politique, des médias et du quotidien — et quelques sourires.

**Cadrage avec style. Parce que le cadre change tout.**



La SRG perçoit 1,56 milliard de francs par an — de force, de chaque ménage. Qui se sent traité injustement peut se plaindre. Il existe même une instance pour cela : l'AIEP, l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision.

Seulement : elle n'est pas indépendante. Elle n'a aucun pouvoir de sanction. Et elle décide dans 99,6 % de tous les cas : rien.

Cette analyse met le système à nu — de manière factuelle, précise, sans polémique. Procédures, personnel, attributions, coûts, statistiques, voies de recours. Et l'examen de droit public qui montre : le système AIEP ne remplit aucun des trois critères fondamentaux — il n'est ni approprié, ni conforme à la séparation des pouvoirs, ni conforme aux règles du marché.

L'instance censée protéger les citoyens protège avant tout le système qu'elle devrait contrôler.

Une lecture indispensable pour tous ceux qui envisagent de déposer une plainte — et pour tous ceux qui veulent comprendre pourquoi une véritable surveillance des médias fait encore défaut en Suisse.